

Détournements de pensée
Libération
été 2016

Table des matières

1	Souverainistes et libéraux, laissez George Orwell en paix.....	1
1.1	Débat public	1
1.2	Foudres symboliques	1
1.3	Différences de degré	3
2	Friedrich Nietzsche, l’emprunté	4
2.1	Le III ^e Reich	4
2.2	«Anti-humanisme indéniable»	4
2.3	Zarathoustra et la sangsue	6
3	Il faut sauver Antonio Gramsci de ses ennemis	7
3.1	Le «cerveau» à supprimer	7
3.2	Une assise théorique.....	8
3.3	«Gramscisme de droite»	9
4	Carl Schmitt, le penseur de l’ennemi	10
4.1	Paquet de poussière	10
4.2	La gauche désorientée ?.....	11
5	Les grands écarts de Simone Weil	13
5.1	Prisée des catholiques.....	13
5.2	Admirée par Albert Camus	14
5.3	Embauchée chez Renault	14

1 souverainistes et libéraux, laissez George Orwell en paix

L'auteur de «1984» était anticommuniste et socialiste, patriote et internationaliste, mais sa mémoire est aujourd'hui récupérée et trahie par la droite et l'extrême droite.

Comment la droite et l'extrême droite récupèrent - et trahissent - la mémoire de George Orwell

Little Brother nous regarde... De son cimetière perdu dans la campagne anglaise, avec son regard ironique, une tasse de thé à la main, il nous regarde, lui, l'anti-Big Brother, l'ennemi fragile du colosse totalitaire, celui qui a dit dès 1948, comme dans le conte d'Andersen qu'il affectionnait, «*le roi est nu*». George Orwell nous contemple et il s'amuse. Il a connu le succès un peu avant sa mort, avec *1984*, l'anticipation géniale qui décrivait l'URSS telle qu'elle était - un enfer masqué par la propagande - à l'époque où une bonne partie de l'intelligentsia occidentale y voyait l'esquisse d'un paradis sur Terre. Auparavant, il était un écrivain mal connu, respecté de ses pairs, qui vivait chichement de son travail journalistique. Mort de la tuberculose avant ses 50 ans, Orwell le maudit est devenu un classique, une référence mondiale, un fleuron du patrimoine littéraire de l'humanité. Et, comme il était inclassable, chacun l'enrôle de force dans son combat douteux. Orwell était tout et son contraire, conservateur et révolutionnaire, anticommuniste et socialiste, écrivain et militant, journaliste épris de faits bruts



et maître de la fiction, patriote et internationaliste, pacifique et homme de guerre, allergique à l'idéologie et politique jusqu'au bout des ongles. Il était surtout dévoué à la vérité et allergique à l'injustice ; il regarde maintenant ses faux émules travestir la vérité pour favoriser l'injustice.

1.1 Débat public

L'annexion la plus ridicule est la plus récente. Journaliste souverainiste au *Figaro* et à Europe 1, Natacha Polony crée un Comité Orwell pour dénoncer la pensée européiste et sociale-libérale qui étoufferait, selon elle, le débat public, tel un Big Brother contemporain. Pauvre Orwell ! Récupéré par *le Figaro*, lui qui est resté sur la gauche du Labour Party jusqu'à la fin de sa vie, Orwell pris en otage par les souverainistes, lui qui était internationaliste autant que patriote, Orwell enrôlé par les anti-Européens, lui qui était favorable aux Etats-Unis d'Europe, à condition qu'ils fussent socialistes. Comme dans *1984* où les mots sont inversés - «le ministère de la Guerre» s'appelle «ministère de la Paix» -, le Comité Orwell est en fait un comité anti-Orwell.

Détournement encore dans le livre d'un dénommé Laurent Obertone, manifestement d'extrême droite, limite raciste et ouvertement sexiste, qui intitule son pamphlet *la France Big Brother*, pour protester contre une supposée dictature de la pensée de gauche. Outre qu'on cherche vainement la trace d'une telle dictature dans un pays où les idées de droite et d'extrême droite sont largement représentées dans les médias et rallient plus de 60 % des électeurs, ce sont justement les idées socialistes de l'auteur de *1984* qui sont dans le viseur de ces fractions droitières. Orwell critiquait le communisme mais en appelait à l'avènement d'un socialisme démocratique : il défendait l'idée que ses disciples autoproclamés détestent le plus.

1.2 Foudres symboliques

Pauvre Orwell ! Les libéraux, eux aussi, se sont emparés de sa mémoire, avec à peine moins de scrupules. Bien sûr, la dénonciation du totalitarisme leur sied et leur hommage contient une part

de vérité. Ils étaient peu nombreux dans le camp progressiste à dénoncer cette sanglante supercherie qu'était le communisme, quitte à encourir les foudres symboliques des staliniens à l'Ouest et les prisons de Beria à l'Est : Arthur Koestler, Boris Souvarine, Czeslaw Milosz, Albert Camus, David Rousset, Margarete Buber-Neumann... et George Orwell. En France, on attendra les années 70 et la publication de *l'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne pour sortir du vertige totalitaire. C'était une ruse grossière des staliniens que de faire de cette gauche critique, qui restait souvent socialiste, une complice active du capitalisme ou du libéralisme. Un piège dans lequel les libéraux, tout à leur volonté annexionniste, précipitent Orwell en le poussant dans le dos.

Or, si l'auteur de *1984* rejetait le communisme, il restait essentiellement critique à l'égard du capitalisme. En octobre 1944, Orwell rend compte dans une revue de *la Route de la servitude*, le pamphlet de Friedrich A. Hayek dont une Margaret Thatcher dira qu'il a déterminé toute sa vie. Il rejoint Hayek dans sa critique du totalitarisme où la collectivisation de l'économie est l'un des instruments de la tyrannie. Mais il s'en sépare dès que le professeur et philosophe, dont la pensée sous-tendra la «révolution conservatrice» des années 80, se lance dans une apologie sans frein du capitalisme, seul régime compatible avec la liberté, selon lui. L'étiquette libérale, telle qu'aujourd'hui définie, aurait fait horreur au militant Orwell. Pour lui, le libéralisme économique n'est qu'un paravent derrière lequel se cache l'exploitation la plus éhontée de la classe ouvrière britannique, telle qu'il l'a décrite dans un texte majeur, *le Quai de Wigan*.

Souverainistes, libéraux, nationalistes, défenseurs du capital, anti-Européens : toute la vie d'Orwell est aux antipodes de ces héritiers qui le trahissent en croyant lui rendre hommage. Fils de fonctionnaires britanniques, Eric Blair (il prendra le nom d'Orwell bien plus tard) fréquente Eton, le collège huppé de la classe dirigeante britannique avant d'aller habiter en Birmanie où son père est nommé administrateur. Il veut être écrivain, et n'est guère socialiste. Il tient le régime colonial pour une monstruosité morale mais n'a guère de conscience politique. Il est policier en Birmanie, puis rentre en Europe où il adopte le mode de vie bohème des écrivains désargentés. Il vit chichement de sa plume et publie des romans qui se vendent mal. Sa conviction politique, il l'acquiert au contact des ouvriers, des chômeurs, des vagabonds auxquels il tente de se mélanger pour un reportage sur les bas-fonds de la société britannique dans les années 30. Un peu comme Jack London à San Francisco, George Orwell vit la vie des salariés les plus pauvres et comprend le caractère tragique de la condition ouvrière, tout en cherchant la fraternité élémentaire qui réunit les prolétaires du *Quai de Wigan* et les aide à supporter une existence en tous points infernale.

Il est désormais socialiste de toutes ses fibres, il rêve d'une révolution fraternelle et libertaire dont il cherche les voies en s'inscrivant dans un parti situé à la gauche du Parti travailliste, auquel il restera attaché toute sa vie, l'Independent Labour Party (ILP). C'est pour rejoindre les militants de ce petit parti, engagé aux côtés du Pouv (Parti ouvrier d'unification marxiste) espagnol, qu'Eric Blair s'engage dans les milices républicaines en 1936. Après un séjour à Barcelone, où il trouve la révolution dont il rêve, il combat courageusement en Aragon avant d'être gravement blessé à la gorge. L'idée confuse de *1984* lui vient en lisant les comptes rendus des combats par les journaux communistes, aussi martiaux et sectaires que mensongers. Cette idée prend d'autant plus corps qu'il doit se cacher et s'enfuir en France pour échapper aux purges meurtrières lancées par les staliniens, qui dominent Barcelone, contre les militants du Pouv et les brigadistes qui en sont proches.

Dès lors, Orwell est anticommuniste, mais toujours socialiste. En 1940, il voudrait s'engager contre le nazisme dans les unités combattantes britanniques, mais il a passé l'âge. Il rejoint la Home Guard mise sur pied par Churchill pour défendre le territoire national contre une éventuelle invasion allemande. Patriote mais toujours socialiste, Orwell rêve d'en faire l'instrument d'une révolution populaire. Il poursuit son travail de journaliste et de chroniqueur à la BBC. Il écrit ensuite ses deux romans majeurs, *la Ferme des animaux*, fable swiftienne sur le communisme, et *1984*, anticipation divinatoire du régime totalitaire qui menace l'Europe de l'Ouest. Il est lu dans le monde entier, et il est vilipendé par tout ce que l'URSS compte de compagnons de route et d'idiots utiles. Malade, il est fauché au sommet de son art par la tuberculose.

Rien dans cette vie à gauche, précocement interrompue, ne prédisposait Orwell à servir de caution ni à la droite souverainiste ni aux libéraux. Rien, sinon cette idée d'une surveillance généralisée, d'un conformisme obligatoire, qu'on accole à toutes sortes de situations avec une trompeuse désinvolture. «Big Brother» est une expression du langage courant qui désigne, dans nos sociétés, tantôt les organismes de surveillance, tantôt une «pensée unique» soi-disant oppressive. Mais là encore, Orwell a donné de son vivant l'antidote à cette utilisation abusive. Souvent, on recourt à Big Brother pour délégitimer la démocratie, pour suggérer l'idée faussement sulfureuse (en fait, c'est un cliché) qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre nos démocraties et les tyrannies diverses et variées qui s'épanouissent sur la planète.

Le réquisitoire est connu : contrôlées par une oligarchie qui tient les médias, minées par la corruption politique, dominées par l'argent et le matérialisme consommateur, les démocraties seraient un décor de Potemkine qui présenterait une apparence de liberté derrière laquelle se dissimulerait la dictature de la classe dirigeante. Pont aux ânes de la «pensée critique», héritage désuet du marxisme, tirant fort vers le complotisme, cette thèse se retrouve à l'extrême gauche et à l'extrême droite et dans nombre d'interventions d'universitaires qui finissent par assimiler démocratie et dictature, autorisant ainsi toutes les dérives illégales ou violentes contre les systèmes de liberté (pourquoi respecter la loi, puisqu'elle est la simple cristallisation d'une tyrannie de classe ?). Badiou ou Žižek en sont les exemples les plus connus. Et la faveur dont ils jouissent dans une partie de l'intelligentsia parisienne ressemble à s'y méprendre à la fascination des intellectuels des années 50 pour l'URSS.

1.3 Différences de degré

Dans un texte de février 1941, Orwell fait justice de cet amas de sophismes. «*Dénigrer la démocratie, commence-t-il, est un des passe-temps les plus faciles du monde.*» Effectivement, poursuit-il, ces critiques ont leur part de vérité. Les régimes de liberté sont souvent oligarchiques, et tellement inégalitaires qu'une partie de la population est en fait écartée de la vie collective. Pourtant, ajoute-t-il aussitôt, le raisonnement est faux. Pour une raison simple : il néglige volontairement les différences de degré. Certes, il y a des phénomènes d'oppression dans les démocraties - monopoles économiques, inégalités, atteintes aux libertés, conformismes médiatiques, etc. -, mais à un degré très inférieur à ce qu'on observe dans les dictatures. A la différence de certains intellectuels, les individus ordinaires, d'ailleurs, ne s'y trompent pas : les réfugiés politiques viennent des dictatures, non des démocraties. Si les deux régimes étaient semblables, ce ne serait pas le cas. Infliger les mêmes réquisitoires aux deux systèmes, comme on le voit souvent dans les écrits de la «gauche critique», c'est confondre la paille et la poutre. Autrement dit, dans les démocraties se manifestent toutes sortes d'imperfections et de failles. Mais Big Brother se rencontre dans les dictatures. Tel est le véritable message d'Orwell, lequel s'appliquait toujours à respecter à la fois les faits et la logique. Une discipline dont ses disciples autoproclamés se sont affranchis sans hésitation.

Lire aussi le numéro 45 de la revue *Agone* : «Orwell, entre littérature et politique».

[Laurent Joffrin](#)

2 Friedrich Nietzsche, l'emprunté

Les nazis ont voulu se l'approprier. Après guerre, les philosophes français l'ont ramené dans le champ de la philosophie et l'ont fait basculer à gauche.

Nazi pour les nazis, ultragauche pour l'ultragauche et pourquoi pas centriste pour les centristes, Nietzsche, Friedrich de son prénom, aura tout entendu. Philosophe posterisé, remarquable par sa moustache et son œil méchant, ses relations troubles avec Lou Salomé et son amitié avec Paul Rée, ses migraines, ses maux de ventre, il aura été utilisé comme aucun autre par tous les extrêmes. C'est vrai que le centre l'a épargné, lui et sa pensée. Trop bouillonnante, trop explosive, trop violente, trop insaisissable, elle ne pouvait attirer que les extrêmes.



La première, sa sœur Elisabeth Förster-Nietzsche, va se livrer non pas à une réécriture, mais à un redécoupage de la pensée de son frère pour composer *la Volonté de puissance* parue en 1901, après la mort de celui-ci. Piochant ici ou là de quoi composer une œuvre qui servira de base idéologique aux fascistes italiens, ou au Parti nazi.

Une lecture rapide et donc biaisée de ce Nietzsche-là permet de justifier le Surhomme qui se place au-dessus de la multitude pour la guider ; le chef, par ses qualités naturelles doit de montrer le chemin. Lu en Allemagne, il permettra de justifier le germanisme triomphant, la sélection de la race, l'euthanasie aux malades mentaux et, même, le concept de race supérieure.

2.1 Le III^e Reich

«C'est tout à fait dans la règle que nous n'ayons pas de religion de la race arienne opprimée. Ce serait là une contradiction : une race de maîtres est au sommet, ou bien elle périt», peut-on lire dans *la Volonté de puissance*, annonçant l'effondrement du III^e Reich dans les cendres de Berlin. On y trouve de quoi nourrir un antisémitisme totalement étranger à Nietzsche : «Le développement de l'état sacerdotal juif n'est pas original : les juifs ont appris à connaître leur modèle à Babylone, le schéma en est arien. S'il arrive plus tard à dominer de nouveau en Europe, sous la prépondérance du sang germanique, cela était conforme à l'esprit de la race dominante : un grand atavisme. Le Moyen Age germanique visait à rétablir l'ordre des castes aryens.»

On retrouve aussi la misogynie propre à l'auteur du *Gai Savoir* : «Il y a aussi la femme ! Une moitié de l'humanité est faible, essentiellement malade, changeante, inconstante - la femme a besoin de la force pour s'y cramponner, il lui faut une religion de la faiblesse qui la glorifie, comme s'il était divin d'être faible, d'aimer et d'être humble - la femme règne si elle parvient à subjuguier les forts.»

2.2 «Anti-humanisme indéniable»

Voilà comment celui qui fuyait l'Allemagne pour trouver refuge en Suisse, en Italie ou en France se retrouve annexé à l'idéologie par la relecture de sa sœur, qui offrira la cape de son frère à Adolf Hitler en signe d'admiration. Difficile à admettre pour celui qui écrivait dans *Ecce Homo*, son dernier texte, rédigé en 1888 : «Je suis un noble Polonais pur-sang ; dans mes veines, pas une goutte de sang mauvais, et surtout pas de sang allemand.»

Totalement disqualifié par cette opération de préemption, Friedrich Nietzsche sera totalement ignoré dans la France de l'après-guerre par les philosophes qui ne parviennent pas à l'intégrer dans leur champ de vision. Les enfants de Descartes s'attellent à construire une philosophie fondée sur la démonstration rigoureuse. Pour Christian Godin, philosophe, maître de conférences à

l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, Nietzsche se trouvait en quelque sorte disqualifié. *«Il y a d'abord son style elliptique et ironique. Ses premiers lecteurs en France, André Gide ou Paul Valéry, ne le considèrent pas comme un philosophe, mais comme un écrivain ou un poète. Il n'est pas certain que Bergson se soit penché sur son travail.»*

Il faudra attendre les penseurs de l'existentialisme, Sartre et Camus, pour le voir réapparaître. Dans son ouvrage sur Nietzsche, Gilles Deleuze, l'un de ceux qui ramènera définitivement le philologue allemand dans l'espace philosophique, ne dit pas autre chose : *«Nietzsche intègre à la philosophie deux moyens d'expression, l'aphorisme et le poème. Ces formes mêmes impliquent une nouvelle conception de la philosophie, une nouvelle image du penseur, et de la pensée.»*

Voilà le penseur bougon dont les posters vont s'accrocher en nombre dans les chambres des étudiants en philosophie devenu un penseur de la liberté. Cette réhabilitation ira jusqu'à transformer Nietzsche en penseur de gauche, voire de la gauche de la gauche. Nietzsche devient le philosophe de la libération de l'homme, le Surhomme n'est plus le chef : *«Nos maîtres sont des esclaves, écrit Deleuze. Quelle que soit la complexité de Nietzsche, le lecteur devine aisément dans quelle catégorie il aurait rangé la race des "maîtres" conçue par les nazis.»* Et voilà les «maîtres» devenus «esclaves» et les «faibles» devenus «forts». La réinterprétation, on est tenté de dire la récupération de Nietzsche est lancée. Alain Badiou reste à une distance amoureuse, et dit sa «perplexité», baptisant l'insaisissable de «prince de l'antiphilosophie». *«Les philosophes en France ont trouvé un contrepois à la philosophie analytique anglo-saxonne qui voulait s'en tenir à une argumentation logique, une pure barbarie pour Deleuze»,* estime Christian Godin, notre arbitre chargé de remettre Nietzsche à sa place.

Premier constat, il n'y a pas de certitude : *«Je ne suis pas sûr qu'il existe une pensée politique chez Nietzsche. Pense-t-il la société organisée ? Je ne le crois pas. Il y a eu, de toute évidence, une instrumentalisation de sa pensée par les nazis. Mais il ne faut pas oublier que les nazis comptaient des penseurs, des philosophes de premier rang, comme Heidegger. Il ne faut pas les prendre pour des crétins manipulateurs. Leur lecture a été invalidée, mais il y a chez Nietzsche une exécution de la démocratie, qui était à ses yeux un régime de décadence. Il y a aussi, comment le nier, une haine de l'homme moyen, des petites gens, du petit bonheur. Le mépris de l'homme simple, de l'homme du peuple. Il y a un antihumanisme fondamental indéniable. Pour lui, il y a des vies qui ne valent pas la peine d'être vécues, et il permettra de justifier, sans équivoque, l'euthanasie appliquée par les nazis aux malades mentaux et aux handicapés en général.»*

A l'inverse, tenter de transformer le philosophe en un théoricien de l'antisémitisme est une escroquerie intellectuelle. Dans *le Gai Savoir*, Nietzsche n'écrit-il pas : *«L'Europe, soit dit en passant, doit avoir de la reconnaissance à l'égard des juifs, pour ce qui en est de la logique et des habitudes de propriété intellectuelle ; et avant tout les Allemands, une race fâcheusement déraisonnable, à qui, aujourd'hui encore, il faut toujours commencer par "laver la tête". Partout où les juifs ont eu de l'influence, ils ont enseigné à distinguer avec plus de sensibilité, à conclure avec plus de sagacité, à écrire avec plus de clarté et de netteté : cela a toujours été leur tâche d'amener un peuple "à la raison".»* Voilà pour Nietzsche le nazi. Qu'en est-il de l'accaparement opéré par les penseurs de la French Theory pour notre arbitre de la pensée nietzschéenne ? *«Il y a dans la réhabilitation de Nietzsche comme philosophe un travail indispensable, et la qualité de l'œuvre philosophique est aujourd'hui incontestable et incontestée. Mais les interprétations vont parfois jusqu'à la trahison. Avoir une lecture libertarienne, hédoniste de Nietzsche relève de la trahison. Zarathoustra propose à l'homme d'en finir avec beaucoup de poisons enfin, pour mourir agréablement.»*

Quant à vouloir en faire un philosophe de gauche, Christian Godin s'amuse à rappeler le peu de considération de Nietzsche pour le peuple : *«Victor Hugo prenait toujours soin de séparer le peuple, acteur de l'histoire, de la populace. Mais pour Nietzsche, il n'y a pas de différence. C'est exactement la même chose, un magma informe et sans volonté, totalement incapable de s'inscrire dans une histoire à construire. C'est un penseur réactionnaire au plein sens du terme, cela ne fait aucun doute.»*

2.3 Zarathoustra et la sangsue

La question qui se pose alors est de savoir ce qu'il faut sauver de celui qui écrira quatorze livres et autant de chefs-d'œuvre en dix-sept ans, soit entre 1871, *la Naissance de la tragédie*, et 1888, *Ecce Homo* ? Par quel livre faudrait-il entrer dans ce monde insaisissable ? Alors qu'il prenait jusque-là son temps pour formuler ses réponses, Christian Godin n'hésite pas une seconde et lâche : *Ecce Homo*. Le dernier travail avant que le philosophe entame, à 44 ans, sa longue descente dans l'enfer constitué d'un corps qui le fait souffrir et d'un esprit qui sombre dans le chaos. Il y a là l'homme avec son ironie et sa violence. Que faire d'*Ainsi parlait Zarathoustra*, le plus connu des textes ? «*C'est sans doute le plus difficile, le plus déroutant.*»

Que retenir finalement de cette pensée qui après *Ecce Homo* va se perdre ? «*Il y a une profonde cohérence mais qui n'apparaît qu'après une longue rumination. Nietzsche vantait cette idée de la rumination, et elle s'applique parfaitement à sa lecture.*»

Et puis il y a la drôlerie de l'homme qui se moque des exégètes qui passent leur vie sur des sujets microscopiques dont ils sont devenus à la longue les seuls spécialistes. Zarathoustra croise un homme qui s'intéresse à la sangsue : «*Alors tu es peut-être celui qui cherche à connaître la sangsue ? demanda Zarathoustra ; tu poursuis la sangsue jusqu'à ses causes les plus profondes, toi qui es consciencieux ? - Ó Zarathoustra, répondit celui que Zarathoustra avait heurté, ce serait une monstruosité, comment oserais-je m'aviser d'une pareille chose ! Mais ce dont je suis maître et connaisseur, c'est du cerveau de la sangsue : c'est là mon univers à moi !*»

On peut trouver dans Nietzsche un plaisir de lecture qui sauve finalement le penseur en échappant sans cesse à l'ennui.

Philippe Douroux

3 Il faut sauver Antonio Gramsci de ses ennemis

La droite et l'extrême droite ont revendiqué le penseur du Parti communiste italien. Récupération tactique de celui qui rappelait que la conquête du pouvoir passait par les idées. Mais pas n'importe quelles idées, aurait ajouté le penseur sarde.

Suivant les données de la Bibliografia gramsciana, fondée par John M. Cammett, et de l'International Gramsci Society, il existe plus de 18 000 études consacrées au philosophe, homme politique et révolutionnaire italien, publiées dans une quarantaine de langues (2 500 en anglais,



600 en japonais). Preuve de la richesse de sa pensée, mais aussi de la difficulté à définir, sans trop de simplifications, «ce que Gramsci a vraiment dit». S'il est normal que son œuvre (dont il faut rappeler qu'elle a été pour une large part rédigée en prison, qu'elle a de ce fait un caractère «non systématique», et qu'il a fallu plusieurs décennies pour en présenter une édition scientifique), fasse l'objet d'une multitude d'interprétations, il apparaît plus paradoxal qu'après avoir constitué l'une des assises fondamentales du marxisme d'après Marx, elle soit, depuis le début des années 80, «annexée» par la pensée d'extrême droite. Il y a même eu un Sarkozy, philosophe bien connu, pour déclarer (au *Figaro*) : «*Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées.*»

Antonio Gramsci est né le 22 janvier 1891 à Ales, en Sardaigne. Enfant, il fait une grave chute qui déforme à jamais son dos. Pour aider sa famille, le jeune Antonio trouve un travail de «transporteur de dossiers» au cadastre de Ghilarza. Une bourse lui permet de partir pour Turin et de s'inscrire à la faculté de lettres. Membre des jeunesses socialistes, il entre, en 1916, à la rédaction de *l'Avanti !* comme chroniqueur et critique théâtral. Il étudie l'idéalisme allemand, Hegel, et découvre Marx. Un an après, il dirige *le Cri du peuple* : c'est dans ses pages qu'il commente la révolution russe.

En 1919, il fonde *l'Ordine nuovo*. Dans un article de cette revue, il lance l'idée des «conseils d'usine», qui aussitôt se multiplient. Gramsci devient le leader du mouvement conseilliste, lors des grandes grèves de mars-avril 1920. L'année suivante, il entre au Comité central du Parti communiste, juste né à Livourne, qui le délègue à l'Internationale. Il part pour Moscou fin mai 1922. Malade, il reste six mois au sanatorium de Serebryany Bor, où il rencontre une jeune musicienne russe, Julia Schucht, qui deviendra sa femme.

3.1 Le «cerveau» à supprimer

En 1923, le Komintern l'envoie à Vienne pour suivre de plus près la situation en Italie, où le fascisme s'est installé. Chef effectif du PCI, Gramsci est élu député de Vénétie le 6 avril 1924. Revenu en Italie, il est, pour les mussoliniens, le «cerveau qu'il faut empêcher de fonctionner». Malgré son immunité parlementaire, il est arrêté par les fascistes le 8 novembre 1926. Il restera en prison jusqu'à sa mort, le 27 avril 1937. On sait aujourd'hui - il faudrait tout un livre pour en expliquer les sombres raisons - que les cadres du Parti n'ont pas fait grand-chose pour le libérer.

Du côté opposé, une certaine historiographie de droite, pour détruire l'idée qu'il aurait été le «cerveau» à supprimer, s'escrime désormais à montrer qu'en réalité Mussolini a «aidé» Gramsci et a «sympathiquement» veillé à ce qu'il reçoive dans sa cellule les livres dont il avait besoin.

Toujours est-il qu'au début des années 30, toute référence au fondateur du journal du Parti, *L'Unità*, disparaît de la presse communiste. Ce n'est qu'après la guerre que sa mémoire devient objet de culte. Gramsci est le Parti par antonomase, son héros, son label, sa «philosophie». Son portrait est dans toutes les cellules, son effigie sur les drapeaux, les polos et les agendas. Durant la

période révolutionnaire, en Union soviétique, il était par l'action, Lénine, et par sa pensée, Marx. Mais lorsque, en Italie, le parti de Togliatti, puis de Luigi Longo et d'Enrico Berlinguer, le transforme en théoricien de l'eurocommunisme, antidogmatique et antistalinien, à Moscou on l'efface des tablettes. Il sera réhabilité, comme les autres hérétiques György Lukács ou Nikolai Boukharine, lorsque Gorbatchev lancera la glasnost.

En juillet 1987, la revue *Kommunist* titre : «L'actualité des idées d'Antonio Gramsci» et annonce la parution en russe des *Cahiers de prison*. En Italie, grâce à l'hégémonie culturelle exercée par le Parti communiste, Gramsci devient un auteur classique, étudié dans les écoles. La gauche française, en revanche, l'ignore ou le sous-estime. Une partie des raisons est éditoriale. Gallimard publie les *Lettres de prison* en 1971 et, de 1974 à 1980, les *Ecrits politiques* (rédigés avant l'emprisonnement). Ce n'est qu'en 1984 que Robert Paris commence la publication des ouvrages de captivité, les cinq volumes des *Cahiers de prison*.

Longtemps, autrement dit, on n'a guère disposé en France d'une édition fiable de l'œuvre gramscienne. Les autres motifs sont politiques et philosophiques. Le marxisme, en France, c'était en grande partie Louis Althusser. On lui doit probablement d'avoir introduit de force Gramsci dans le débat théorique. Mais d'une façon assez paradoxale, puisque, au nom de la «scientificité» du marxisme (mère porteuse de bien des catastrophes), il soumet à une violente critique toute la pensée gramscienne, réduite à une forme d'«historicisme». L'opération ne réussit guère, et, à mesure que les œuvres du philosophe sarde paraissent et que paraissent, de plus en plus nombreux, les commentaires et les études, Gramsci devient la «coqueluche» de la gauche française. «Le siècle sera gramscien ou ne sera pas», lance audacieusement un hebdomadaire.

On pourrait supposer que les *Cahiers* ne sont pétris que de politique et de théorie marxiste. Ce n'est pas le cas. Ils représentent six ou sept années d'écriture dans la solitude d'une cellule ou d'une chambre de clinique, mais tout y est : réflexions personnelles, développements philosophiques, portraits, remarques psychologiques, études littéraires, notes bibliographiques, essais de traductions... Il voulait faire, écrit-il à sa belle-sœur, Tatiana Schucht, «quelque chose "für ewig"», «pour l'éternité», qui pût l'«absorber» et «centrer [sa] vie intérieure».

3.2 Une assise théorique

En entamant son premier cahier, le 8 février 1929, il dresse la liste, en seize points, des principaux thèmes qu'il se propose d'étudier : «Théorie de l'histoire et historiographie», «Formations des groupes intellectuels italiens», «Littérature populaire des romans-feuilletons», «Le concept de folklore», «La question méridionale», «Le sens commun», etc. Publiés à partir de 1948 en volumes thématiques - *le Matérialisme historique et la philosophie de Benedetto Croce, les Intellectuels et l'organisation de la culture, Notes sur Machiavel...* - les *Cahiers* feront de Gramsci «le plus grand philosophe marxiste après Marx». Sa pensée, diversifiée et articulée, offre, en effet, une assise théorique à partir de laquelle il est possible de rendre compte de la complexité des sociétés occidentales avancées, dans lesquelles le «dessein révolutionnaire» ne peut reproduire les schémas du modèle soviétique, mais exige d'abord la «direction intellectuelle et morale» de la société civile et la conquête de l'«hégémonie».

A la critique de l'économisme dominant, Gramsci ajoute donc les dimensions culturelles et éthiques de l'exercice du pouvoir politique. Son apport spécifique au marxisme, qu'il nomme «philosophie de la praxis», tient à la façon dont il a repensé les liens entre l'infrastructure économique et la superstructure idéologique, à laquelle il donne une importance capitale. C'est dans ce cadre - l'analyse des conditions culturelles de l'action - qu'il a élaboré ses recherches sur les intellectuels et a forgé le concept, très opératoire, d'«hégémonie».

A partir de là ont fleuri les «études gramsciennes», en nombre infini, et dans tous les pays. Elles ont surtout proliféré au sein de la gauche intellectuelle - l'Argentin Ernesto Laclau pour ne citer qu'un nom - qui, exploitant la «philosophie de la praxis» de Gramsci, mais aussi sa vision de l'Etat et de la société civile, a tenté, comme le voulait Marx, de faire l'«anatomie» des sociétés contemporaines,

dont le mode de production a radicalement changé, où les notions de «classe», de «parti», de «prolétariat», etc. ont perdu de leur prégnance et où la politique a été dessaisie de son gouvernail par les puissances absconses de la finance.

Dans les pays anglo-saxons et aux Etats-Unis - où une anthologie des *Prison Notebooks* figure parmi les lectures obligées des étudiants en philosophie, sociologie, sciences politiques et journalisme - la pensée gramscienne alimente les *cultural studies*, par l'intermédiaire de penseurs tels que Edward W. Said ou de l'Anglo-Jamaïcain Stuart Hall, les *postcolonial studies*, à travers la derridienne Gayatri Spivak, et les *subaltern studies*, nées en Inde du travail de l'historien Ranajit Guha et de son élève Partha Chatterjee, qui a interprété la lutte de libération indienne au moyen des catégories utilisées par Gramsci pour le Risorgimento italien. Le penseur sarde est même devenu une sorte de drapeau de la lutte des minorités sexuelles ou ethniques sous la plume de l'Afro-Américain Cornel West («Councillor West», dans *Matrix Reloaded* des sœurs Wachowski).

En Amérique latine, et au Brésil en particulier, Gramsci continue, en revanche, à être lu (entre autres par Carlos Nelson Coutinho, Marco Aurélio Nogueira ou Marcos del Roio) comme théoricien politique révolutionnaire, dont les outils restent opératoires pour comprendre les dynamiques du monde globalisé (et en sortir). On n'oublie pas, enfin, que Gramsci est une référence tant pour Alexis Tsípras et les inspirateurs de Syriza en Grèce, ou pour Pablo Iglesias et les philosophes de l'université Complutense de Madrid, où est né Podemos. Dans tous les cas, il s'agit d'une exploitation légitime de la pensée gramscienne, qui en poursuit la visée émancipatrice, de gauche.

3.3 «Gramscisme de droite»

Plus paradoxale est sa «récupération» par les penseurs néoconservateurs ou d'extrême droite. C'est sans doute Alain de Benoist qui insista le premier, dès les années 70, sur la nécessité de forger un «gramscisme de droite» (oxymore ?) qui puisse inciter les politiques droitnières à faire davantage attention aux dimensions culturelles de l'action politique. En 1985, huit de ses textes sont réunis et traduits en allemand sous le titre *Kulturrevolution von rechts. Gramsci und die Nouvelle Droite*, et la revue *Junge Freiheit* («jeune liberté») explicite encore le propos en appelant la droite et l'extrême droite à la reconquête de l'hégémonie sociale» perdue contre la gauche, en travaillant sur la notion (gramscienne) de «sens commun».

L'appel, depuis, a été entendu, des think tanks «néocons» américains au Front national lepéniste - même si l'on oubliait que, pour Gramsci, c'est le Parti communiste qui devait construire l'hégémonie et, en tant qu'intellectuel collectif, donner cohérence au «sens commun», afin que de là sourdent, majoritaires, les idées de justice sociale. A voir la façon dont il est aujourd'hui utilisé par ceux qui furent toute sa vie ses ennemis, Antonio Gramsci se retournerait dans sa tombe. Là où il est, il a sans doute gardé avec plus d'émotion la «vidéo lettre» que lui envoya, en 1997, l'historien marxiste Eric Hobsbawm : «Tu es mort depuis soixante ans, mais tu vis dans le cœur de ceux qui veulent un monde où les pauvres aient la possibilité de devenir de vrais êtres humains.»

Robert Maggiori

4 Carl Schmitt, le penseur de l'ennemi

Il aurait pu être le juriste du III^e Reich, mais trop catholique, adorateur d'un Etat total dépassant le Parti national-socialiste, il fut écarté. La droite l'a adoubé en gommant son engagement, des intellectuels de gauche l'empruntent pour cerner ce qui menacerait la démocratie : Etat d'urgence, populisme, excès du libéralisme.

Placer Carl Schmitt sur un échiquier politique ne pose, a priori, aucune difficulté. A la droite de la droite, nazi, conservateur catholique, réactionnaire, partisan d'un Etat total, sinon totalitaire, antisémite affiché. Mais alors que vient-il faire dans les filets d'intellectuels de gauche ? A-t-il forgé des outils de réflexions qui peuvent indifféremment servir à droite, à l'extrême droite, à gauche ou à l'extrême gauche ?

4.1 Paquet de poussière

Il faut d'abord présenter l'homme et ses engagements pour savoir à qui nous avons à faire. Brillant juriste, implacable philosophe du droit, théoricien rigoureux Carl Schmitt est le penseur de «l'ennemi», de l'Etat total, sinon de l'Etat totalitaire et de «l'Etat d'exception». Se défendre contre l'ennemi qui veut sa destruction est la première tâche de l'Etat, la possibilité de la dictature s'oppose aux fragilités de la démocratie, au libéralisme fondé sur un respect de l'individu et de l'autre qui ne sont que des objets illusoire et secondaires.



Carl Schmitt observe la République de Weimar se dissoudre et Hitler permettre un redressement de l'Allemagne. Il en tire des analyses sur l'Etat moderne, réunies dans un savant ouvrage, *Théorie de la Constitution* (1928), très lu encore aujourd'hui. Il s'engage aux côtés des nazis à 40 ans passés.

La droite s'est naturellement emparée des outils de Carl Schmitt en essayant de faire le ménage, en glissant sous le tapis un énorme paquet de poussière nazi. Raymond Aron écrira dans ses *Mémoires* : «*Homme de haute culture, il ne pouvait pas être un hitlérien et il ne le fut jamais.*» C'est dit. Il était cultivé, il ne pouvait pas être nazi. Cela semble un peu court. Alain de Benoist, le penseur de la Nouvelle Droite, va plus en détail pour affirmer que Carl Schmitt n'était ni antisémite ni nazi. La preuve, il a été combattu par Alfred Rosenberg, «le» premier idéologue du nazisme. [Il n'était pas antisémite puisque des auteurs juifs l'ont étudié, explique Alain de Benoist, dans un long texte haineux écrit au début des années 2000 \(1\).](#) Soit, on pourrait donc présider l'Union des juristes nationaux-socialistes, compter Hermann Göring parmi ses protecteurs en n'étant ni nazi ni antisémite.

Catholique et partisan d'un Etat fort, puissant, placé au sommet d'une société ultrapyramidale, Carl Schmitt s'engage clairement dans l'appareil nazi en 1933. Il espère devenir le juriste d'un Etat strictement pyramidal dépassant la démocratie parlementaire moribonde. Il y a évidemment un malentendu puisque l'homme est profondément catholique quand le christianisme n'est, pour les nazis, qu'un avatar du judaïsme.

De plus, il place l'Etat au-dessus de tout quand les nazis y placent le parti. Pour Johann Chapoutot, historien et spécialiste du III^e Reich, cette tentative de mise à distance n'a pas grand sens : «*C'était un vrai juriste et un vrai nazi. Que ce soit par opportunisme ou par conviction, il a accompagné le national-socialisme de l'éclosion à l'implosion.*» Cela n'empêche pas l'auteur de *la Loi du sang. Penser et agir en nazi* (2) de reconnaître la puissance intellectuelle et la culture du juriste. Et d'évoquer *le Nomos*

de la terre, le dernier ouvrage de Carl Schmitt, paru en 1950, comme une tentative impressionnante de réfléchir au droit international.

4.2 La gauche désorientée ?

Que sa pensée accompagne donc les néoconservateurs américains et Donald Trump aux Etats-Unis, Recep Tayyip Erdogan, en Turquie ou Viktor Orbán en Hongrie paraît donc naturel. Mais comprendre comment et pourquoi Carl Schmitt est lu par nombre d'intellectuels de gauche demande un effort. D'Alexandre Kojève à Giorgio Agamben, en passant par Jürgen Habermas, Jacques Derrida, Etienne Balibar ou Toni Negri, ils se sont penchés sur ses textes, tout en le dénonçant, pour penser des questions essentielles, notamment celle du rapport entre droit et politique.

Que puisent les intellectuels de gauche dans la référence à Carl Schmitt ? Dernièrement, c'est la philosophe belge Chantal Mouffe qui, dans son ouvrage *l'Illusion du consensus* (3), part de l'opposition schmittienne ami - ennemi, présente dans le *Concept de politique* (1928), pour montrer que la conflictualité, niée par les démocraties libérales, est indispensable en politique. Etonnant pour celle qu'on considère comme une figure de la gauche radicale, inspiratrice du mouvement Podemos. En fait, Chantal Mouffe considère la critique radicale du libéralisme opérée par le philosophe allemand, et retient chez l'homme sa «force intellectuelle, non ses qualités morales».

Carl Schmitt est aussi au cœur de l'ouvrage *Penser l'ennemi, affronter l'exception* (4) du philosophe Jean-Claude Monod, ressorti cette année, qui s'interroge sur les lectures «de gauche» du philosophe allemand, afin de «penser ce qui est», selon la formule de Hegel. Figure du terroriste, déstabilisation du droit de la guerre ou banalisation de l'Etat d'exception, nombreuses sont les analyses de Carl Schmitt se rapportant à une actualité brûlante. Y avoir recours serait le moyen d'apporter une autre lumière sur des faits déstabilisants. «Il s'agit de reconnaître la pertinence de certains motifs quitte à contester radicalement ses propres conclusions», précise le philosophe. Comble de l'incompréhension, Carl Schmitt est utilisé pour dénoncer des pratiques qu'il est accusé de légitimer ! «Si Giorgio Agamben s'appuie sur Carl Schmitt après le 11 Septembre, c'est pour dénoncer les dangers de la "guerre contre le terrorisme", rappelle Jean-Claude Monod. Agamben a le mérite d'avoir pointé la banalisation des états d'exception dont on a une illustration aujourd'hui avec la prolongation indéfinie de l'Etat d'urgence. Le thème schmittien [repris par Walter Benjamin] d'une indistinction croissante entre la norme et l'exception paraît particulièrement pertinent.»

A gauche, l'emprunt de Carl Schmitt fait grincer des dents. Pour le philosophe Yves-Charles Zarka, le passé nazi de l'intellectuel forme un indépassable. «Tous les usages prétendument neutres de Carl Schmitt sont dangereux. Nous n'avons pas besoin de lui pour faire une critique du néolibéralisme. On ne peut prélever un aspect de cette œuvre en faisant silence sur le reste. Il était très hostile à la démocratie libérale et à l'Etat de droit auquel il voulait substituer une démocratie d'acclamation qui suppose une homogénéité raciale du peuple, ainsi qu'entre le leader et son peuple. Si vous utilisez Schmitt, il faut mettre en évidence la contrepartie de ses thèses, et non la masquer ! Vous saurez alors ce qu'est une pensée nazie, car la pensée n'est pas immunisée contre les dérives criminelles.»

En 2001, Yves-Charles Zarka avait déjà porté la charge dans sa revue *Cités* (5) contre le philosophe marxiste Etienne Balibar, qui s'était référé à Carl Schmitt dans un article de la revue *les Temps modernes*, consacré à la question de la souveraineté (6). La gauche postmarxiste désorientée ? Pour Etienne Balibar, qui refuse une conception moralisatrice de la philosophie, cette critique ne tient pas : «On trouve du Carl Schmitt un peu partout, jusque dans l'article 16 de notre Constitution [qui permet d'attribuer des pouvoirs exceptionnels au président de la République en période de crise particulièrement grave, ndlr]. Croire qu'il a fallu des marxistes pour ressortir Schmitt, c'est se moquer de l'histoire des idées. Aucun d'eux, ni Negri ou Cacciari, ne lit Schmitt d'une façon acritique. Il s'agit de discuter des problèmes qu'il a soulevés.»

Reste la question des extrêmes qui se retrouvent dans le même cercle de la pensée. De toute évidence, que des penseurs de gauche se réfèrent à un théoricien de l'extrême droite pose la question récurrente de la collusion des extrêmes quand elle se fonde sur l'antiparlementarisme et l'antilibéralisme. *«Il y a une sorte de convergence dans la volonté de démythification d'un discours universaliste : Carl Schmitt a pu prendre appui sur une critique marxiste des puissances impérialistes ou bien des marxistes ont pu prendre appui sur la réflexion de Schmitt. Ils utilisent particulièrement le Nomos de la terre, c'est-à-dire la répartition inégale de la puissance qui dicte l'application des normes et du droit. Un travail légitime à condition de ne pas méconnaître les dangers de l'anti-universalisme radical, plaide Monod. Ne peut-on s'intéresser qu'aux intellectuels démocrates, libéraux ?»*

«Risque populiste»

Mais de quoi le retour de Carl Schmitt est-il le signe ? *«Certes, la pensée de Carl Schmitt se construit sur une critique du libéralisme qui trouve des échos à notre époque non seulement parce qu'il y a une certaine exaspération antilibérale, notamment liée au fait que le politique exprime son impuissance face à la mondialisation économique, remarque Marie Goupy, directrice de programme au Collège international de philosophie (7). Malheureusement, je crois aussi que l'intérêt pour Schmitt dit quelque chose du risque de réponse populiste, sinon fasciste à cette exaspération et ce, non pas à gauche, mais dans l'ensemble de la société. C'est précisément ce risque que beaucoup d'auteurs de gauche veulent analyser.»* D'autant que la pensée ne peut être une conversation entre gens de bonne compagnie. Surtout, elle doit permettre d'appréhender l'autre, celui qui pense différemment et se révèle hostile, voire ennemi.

(1) Une campagne contre Carl Schmitt sur : <http://www.alaindebenoist.com/text.html> (2) La Loi du sang. Penser et agir en nazi de Johann Chapoutot, NRF Gallimard, 2014. (3) L'Illusion du consensus de Chantal Mouffe, Albin Michel, 2016. (4) Penser l'ennemi, affronter l'exception, de Jean-Claude Monod, La Découverte, 2016. (5) «Carl Schmitt : la pathologie de l'autorité», d'Yves-Charles Zarka, Cités, numéro 6, 2001. (6) Prolégomènes à la souveraineté, d'Etienne Balibar, les Temps modernes, septembre-octobre-novembre 2000. (7) L'Etat d'exception ou l'impuissance autoritaire de l'Etat à l'époque du libéralisme de Mary Goupy, éditions CNRS (parution à la rentrée).

Philippe Douroux , Anastasia Vécrin

5 Les grands écarts de Simone Weil

Mystique chrétienne, ouvrière, engagée dans la guerre d'Espagne, le parcours de la philosophe a rendu sa pensée propice aux interprétations et récupérations multiples. Réactionnaire pour les uns, révolutionnaire pour les autres, elle n'a pourtant jamais failli dans sa trajectoire.

Comme une société secrète connue d'un petit cercle d'initiés, les adorateurs de Simone Weil se dénomment les «weiliens». «Ah vous êtes weilien !» dit-on en chuchotant dans cette famille disparate qui unit idéalistes révolutionnaires, serviteurs de Dieu ou philosophes épris d'éthique. Quelques anciens vont même jusqu'à l'appeler «Simone», familiarité qui agace la nouvelle génération, signe d'un accaparement déplacé. Car Simone Weil, morte d'épuisement à 34 ans à



Londres en 1943, jeune philosophe, normalienne, passée par le travail en usine, la guerre d'Espagne et l'interrogation mystique, est devenue au lendemain de sa mort un mythe, objet de cultes et de diverses récupérations. Par sa lucidité critique, son analyse de l'Europe vacillante des années 30 ou ses écrits sur le malheur, elle est d'une actualité évidente. Un *Que sais-je* (éditions PUF) lui est consacré à l'automne, Albin Michel republie le 1^{er} septembre *Attente de Dieu*, préfacé par Christiane Rancé.

Au lycée Henri-IV dans les années 20, Alain, son maître en philosophie, l'appelle déjà la «Martienne». Ni robe ni chapeau, «toujours en noir, le teint bistre», rapporte l'écrivain Georges Bataille qui la rencontre quelquefois. «C'était certainement un être admirable, asexué, avec quelque chose de néfaste...» précise-t-il. Un peu gauche, un peu ridicule, c'est une tige tout en raideur, androgynie façonnée par sa mère qui l'avait élevée comme un garçon dans une famille juive libérale. Elle s'adonne au rugby ou à la course à pied, préfère les montées aux descentes durant les randonnées, n'a pas vraiment d'humour, ni fait preuve de frivolité ! «Elle sera toujours à la recherche du plein emploi de soi-même», résume Robert Chenavier, président de l'Association pour l'étude de la pensée de Simone Weil. Dotée d'une intelligence hors norme, elle embrasse tous les savoirs, des mathématiques à l'histoire des religions. Rétive à toute autorité - elle ne sera jamais membre du Parti communiste ni de l'Eglise -, elle ne se laisse pas embrigader. Elle passe au crible, critique les grands principes de l'existence : travail, démocratie, droits de l'homme, religion, modernité. C'est même le sens de sa vie de se méfier de toute idéologie autoritaire.

5.1 Prisée des catholiques

Pourtant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la voilà sanctifiée, récupérée par la pensée catholique, sans aucune aspérité. Dans une France déboussolée par les atrocités de la guerre, à la recherche d'une forme de rédemption, la *Pesanteur et la Grâce*, publié en 1947, résonne comme une promesse. Somme de pensées et de notes réunies par son ami Gustave Thibon, écrivain catholique et agriculteur en Ardèche chez lequel elle séjourne à l'été 1941 dans une modeste maison au bord du Rhône, ce premier livre fait sortir de l'anonymat Simone Weil mais la range, pour le grand public qui la découvre, dans l'amour de Dieu. «Elle confia à Gustave Thibon ses Cahiers. Pour constituer la *Pesanteur et la Grâce*, il fit un choix qu'on peut juger discutable, comportant des erreurs et des rapprochements approximatifs. Avec cette publication, qui connut un grand succès, la pensée morale et religieuse de Simone Weil domine largement aux dépens de tous les autres sujets, pourtant nombreux et variés, qu'il s'agisse de science ou des apports des autres civilisations», explique Florence de Lussy, conservatrice générale honoraire de la Bibliothèque nationale, longtemps en charge des archives de la philosophe.

Cette récupération angélique ne fut pas très difficile à réaliser. De son vivant, Simone Weil ne publie aucun livre mais noircit des carnets, rédige de très nombreux articles. Au lendemain de sa mort, elle laisse derrière elle une pensée complexe et dense que n'ordonne aucun ouvrage. Dans l'éparpillement éditorial de sa pensée, les interprétations et les récupérations seront d'autant plus possibles. Avec la Pesanteur et la Grâce, la Simone Weil du syndicalisme ouvrier qui, le 1^{er} mai 1932, porte le drapeau rouge dans les rues de Saint-Etienne, est laissée dans l'oubli. Elle a pourtant choqué, cette jeune normalienne devenue professeure de philosophie au lycée d'Auxerre ou de Roanne, laquelle s'attable dans les cafés avec les ouvriers. *«Elle a été, en quelque sorte, mise sous tutelle, poursuit Florence de Lussy. On a raboté les angles d'une pensée souvent paradoxale et ne redoutant pas les contradictions ; elle est devenue un personnage bienséant. Ce qu'elle ne fut jamais.»*

Longtemps donc, elle fut «philosophe pour curés», on la veut dévouée corps et âme aux autres. Elle est pourtant dotée d'un orgueil conséquent, comme le rappelle Florence de Lussy dans le *Que sais-je*. De son observation minutieuse du travail en usine à son «expérience de Dieu», sa trajectoire intellectuelle semble faire le grand écart. Elle n'en est pas moins pétrie de certitudes. Raymond Aron, dont la femme fut une amie de jeunesse de Simone Weil, ne tombe pas vraiment sous le charme. Dans ses Mémoires, publiés en 1983, il hésite à égratigner le mythe qu'est devenue cette femme, puis il y va. «Le commerce intellectuel avec Simone me parut presque impossible. Elle ignorait apparemment le doute et, si ses opinions pouvaient changer, elles étaient toujours aussi catégoriques.»

5.2 Admirée par Albert Camus

Il fallait donc la sortir de la naphthaline chrétienne, la restituer dans son entièreté, contradictions comprises. L'un des premiers artisans de ce subtil travail de restauration ne fut pas des moindres. Comme dans un jeu de miroirs, Albert Camus saisit la complexité de la philosophe dont il découvre le travail en 1946. Dans sa collection «Espoir» chez Gallimard, il se lance dans la publication de ses œuvres à partir de 1949. Ces deux-là ne se sont jamais rencontrés, mais entre eux, plus d'un point commun, au-delà d'une vie écourtée de façon tragique. Elle est rebelle, il est révolté, elle nourrit une passion pour la liberté qu'elle ne sépare pas de la vérité, il ne conçoit pas son travail d'écrivain sans deux engagements : le refus de mentir sur ce que l'on sait, et la résistance à l'oppression, rappelle le philosophe Guy Samama, dans un numéro de la revue *Esprit* consacré à Simone Weil (août-septembre 2012). Il la considère comme un des plus grands philosophes du XX^e siècle. Elle ne pourra jamais le lire. Lors de la conférence de presse qui suivit la remise du prix Nobel qu'il reçut en 1957, l'écrivain la cite. «Il arrive que l'on se sente aussi près d'un esprit disparu que d'un esprit vivant.» Entre eux, le sens du tragique, l'expérience du malheur, au-delà de leur exigence commune de liberté et de vérité. Politiquement, tous deux partagent la même méfiance vis-à-vis de la révolution, le même refus du compromis. Quitte à être incompris, objets de violentes polémiques, lui à propos de la guerre d'Algérie, elle au sujet de la révolution prolétarienne...

5.3 Embauchée chez Renault

Parue en 1951, par la volonté de Camus, la Condition ouvrière est d'abord un journal d'usine, celui d'une philosophe embauchée comme ouvrière chez Renault et Alstom. Le mythe, à gauche, commence à se mettre en place, non sans difficulté. Elle est une des toutes premières intellectuelles établies en usine (la génération 68 suivra cinquante ans plus tard). Fidèle à sa méthode, elle part de l'expérience «pour formuler une pensée du réel», analyse la philosophe Nadia Taïbi dans la revue *Esprit*. Elle éprouve dans sa chair le travail ouvrier, elle y voit «pour toujours la marque de l'esclavage», la puissance dévastatrice de l'humiliation bien plus profonde que celle de la souffrance, estime-t-elle. Mais la Condition ouvrière est aussi une analyse critique du marxisme. «Quand je pense, écrit-elle en 1935, que les grrrands (sic) chefs bolcheviks prétendaient créer une classe ouvrière libre et qu'aucun d'eux [...] n'avait sans doute mis les pieds dans une usine et par la suite n'avait pas la plus faible idée des conditions réelles qui déterminent la servitude ou la liberté pour les ouvriers, la politique m'apparaît comme une sinistre rigolade.» A la différence de Marx, elle

s'intéresse davantage à l'organisation du travail qu'à celle du grand capital. Et dans une sorte de vision prémonitoire du travail du XXI^e siècle séquencé par les nouvelles technologies, elle affirme : «Le temps et le rythme sont le facteur le plus important du problème ouvrier.» Elle n'a pas froid aux yeux et n'hésite pas à s'attaquer à l'un des dogmes de l'idéologie communiste, le collectivisme. «La pensée ne se forme que dans un esprit se trouvant seul en face de lui-même. Les collectivités ne pensent point.» Péremptoire, l'affirmation ne plaira guère aux nombreux intellectuels de la guerre froide, tout à leur défense de l'Union soviétique. Au mieux, elle passe pour une traîtresse à la cause, au pire, pour une réactionnaire, elle qui, dans son texte *l'Enracinement*, publié par Camus en 1949, défend une «civilisation fondée sur la spiritualité du travail» (certains sites d'extrême droite la citent encore aujourd'hui !). La voilà accusée d'avoir abandonné le socialisme. «Sa reconnaissance par la gauche dépendra de l'évolution du poids du marxisme et du communisme dans la vie philosophique, analyse Robert Chenavier. Au début des années 70, la critique du "socialisme réellement existant" redonne à Simone Weil son élan révolutionnaire.» Elle est alors lue, notamment par la gauche italienne qui s'inspire de ses travaux sur l'organisation du travail, elle devient une icône de gauche. N'a-t-elle pas hébergé Trotski en 1933 dans l'appartement familial rue Auguste-Comte à deux pas du jardin du Luxembourg, ne s'est-elle pas engagée dans la guerre d'Espagne ? Sur une célèbre photo, on la voit ceinturée dans une combinaison militaire, fusil sur l'épaule en 1936 dans les rues de Barcelone. De sainte douceâtre un peu perchée, la voilà «Vierge rouge». Comme coupée en deux. «Ceux qui se passionnent pour la femme révolutionnaire descendent généralement du train en 1935-1936, quand elle a ses premières expériences mystiques, alors que la cohorte des croyants monte à ce moment-là», résume Robert Chenavier. Encore aujourd'hui, les weiliens ont tendance à organiser leurs colloques ou à rédiger leurs livres selon ce principe binaire : la pensée religieuse ou la critique matérialiste. «Au moins, précise le philosophe Frédéric Worms, plus personne ne peut nier l'une ou l'autre partie de sa vie et de sa pensée. Il y a un socle commun qui empêche de dire n'importe quoi. De toute façon, la pensée de Simone Weil, dans sa radicalité, est irrécupérable tant elle est originale et indivisible, du socialisme au christianisme, et retour !» N'a-t-elle pas écrit, en 1941, en se référant à la *Condition ouvrière*, rédigée en 1935 : «Une seule chose rend supportable la monotonie, c'est la lumière d'éternité, c'est la beauté.» Tout Simone Weil en une citation ! Elle était sûre de sa trajectoire. «Quoiqu'il me soit plusieurs fois arrivé de franchir un seuil, je ne me rappelle pas un moment où j'aie changé de direction.» Une phrase consignée le 26 mai 1942 dans le brouillon de la dernière lettre destinée au père Perrin, son ami dominicain rencontré à Marseille.

Cécile Daumas